

**MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE,  
DES ANCIENS COMBATTANTS, DES  
VICTIMES DE GUERRE, DU DESARMEMENT  
ET DE LA RESTRUCTURATION DE L'ARMEE**

**SEMINAIRE NATIONAL SUR LA REFORME  
DU**

**SECTEUR DE SECURITE**

**BUREAU DU SEMINAIRE**

---



**République Centrafricaine**

***Unité - Dignité - Travail***

# **RAPPORT GENERAL**

**DU**

**SEMINAIRE NATIONAL SUR LA REFORME DU  
SECTEUR DE SECURITE  
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE.**

**14 – 17 Avril 2008**

Rapporteurs :- Modeste Martineau BRIA  
- Solange Isabelle MARADAS-NADO

Du 14 au 17 avril 2008, s'est tenu dans la salle de conférence du Complexe Sportif 20 000 Places, le Séminaire National sur la Reforme du Secteur de Sécurité en République Centrafricaine.

Regroupant les représentants des différents acteurs impliqués dans le système de sécurité (Force de Défense et de sécurité, administration, justice, société civile, médias, partis politiques, Suivi du Dialogue National, partenaires au développement et autres), ce séminaire a pour objectif d'informer et de sensibiliser les acteurs potentiels du secteur sécuritaire sur la nouvelle approche de la reforme du secteur de sécurité (RSS) , de définir une stratégie multisectorielle et un plan global pour une RSS inclusive et compréhensive et d'assurer l'appui coordonné des différents acteurs internationaux en fonction de leur domaines d'expertise respectifs.

La cérémonie d'ouverture a été placée sous la Haute Présidence de son Excellence, le Général d'Armée, François BOZIZE YANGOUVONDA, Président de la République, Chef de l'Etat.

Trois allocutions ont été prononcées pour la circonstance.

La première allocution a été faite par le Général de Division, Antoine GAMBI, Président du Comité Préparatoire du Séminaire National sur la Reforme du Secteur de la Sécurité.

Dans son mot introductif, le Président du Comité Préparatoire du Séminaire National s'est félicité de la tenue de ces assises qui s'est concrétisée grâce a la détermination du Président de la République qui n'a ménagé aucun effort dans le sens de la consolidation de la paix et de la sécurité et qui a décidé de procéder a une reforme profonde du secteur de sécurité conformément a la Lettre de Politique Générale du gouvernement en matière de défense globale en créant un Comité Préparatoire du Séminaire National sur la Reforme du Secteur de Sécurité au sein duquel toutes les composantes de la société sont représentées sur la base de leurs compétences et du principe genre.

Ce Comité, a poursuivi le Général GAMBI, a entrepris de nombreux travaux depuis novembre 2007, entre autres la formation de ses membres sur le concept de la RSS, l'organisation de la campagne de sensibilisation et d'information sur la RSS.

Insistant sur le caractère global et national de la RSS, il a expliqué que ce séminaire qui s'ouvre, contrairement aux autres qui se sont déroulés dans le pays, constitue le premier pas de la RCA dans le processus de la RSS et va déboucher sur des conclusions opérationnelles. Par conséquent, non seulement, une appropriation nationale et une implication du gouvernement et du parlement

s'imposent, mais la responsabilité de chaque participant est engagée pour le devenir de la RCA.

Après avoir sollicité l'indulgence des participants sur certaines imperfections et autres désagréments relevés dans la préparation de ce séminaire, il a terminé ses propos en adressant ses remerciements aux experts nationaux et internationaux, au gouvernement et aux partenaires au développement pour leurs appuis multiformes à la préparation du présent séminaire.

Le Représentant Résident du PNUD, Monsieur Toby LANZER a son tour, a souligné l'implication du Chef de l'Etat dans la réalisation de ce séminaire suite aux conclusions des organisations internationales des Droits de l'Homme relatives aux exactions commises par les troupes armées et aux recommandations de la mission multi bailleurs de juin 2007, qui imposaient la protection des populations civiles et une action contre l'impunité en République Centrafricaine.

Pour sa part, la construction d'un Etat fonctionnel nécessite un minimum de sécurité. Et ce faire, le pays doit s'engager dans un processus de renforcement de l'Etat de droit, qui doit passer nécessairement par une réforme profonde du secteur de sécurité à travers la protection des institutions démocratiques, l'exercice des libertés fondamentales des citoyens, la participation de tous les individus aux institutions et aux décisions qui influent sur leur vie, la bonne gouvernance telle que mentionnée dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté et soutenir le dialogue Politique inclusif en préparation.

Ensuite, tout en reconnaissant le caractère long et complexe de ce processus, Monsieur Toby LANZER a souhaité que la RSS ait un impact immédiat sur la sécurité des populations civiles et vulnérables et à long terme qu'elle consolide la paix dans le pays et au niveau de la sous région. Aussi, pour parvenir à des résultats positifs, le gouvernement devra axer ses efforts sur l'ensemble des institutions c'est-à-dire la justice, la police, l'armée et la société civile et la population dans son ensemble.

Il a conclu en réitérant la présence du Système des Nations Unies aux cotes de la RCA pour l'accompagner et le soutenir dans ses efforts de réforme progressive de la sécurité.

Dans son intervention, son Excellence, le Président de la République, Chef de l'Etat s'est réjoui de l'ouverture de ce séminaire qui constitue selon lui une preuve irréfutable de l'engagement de l'Etat pris vis-à-vis de la Communauté Internationale lors de la Table Ronde des Bailleurs de Fonds sur la RCA tenue à Bruxelles en Octobre 2007.

Il a indiqué par ailleurs, que le gouvernement en s'engageant dans le processus de la RSS dont l'objectif est de créer un environnement propice au développement, au respect des droits humains et de la démocratie et de faire reculer la pauvreté, en a fait une priorité nationale et pour atteindre ces objectifs, il est important après un état des lieux sans complaisance et une analyse des menaces qui pèsent sur le pays, que les missions de tous les acteurs du système de sécurité soient précisées en corrélation avec les autres institutions et dans le respect des contraintes transversales tels que le contrôle démocratique, la bonne gouvernance, les médias, la société civile, le principe genre, le DDR, la lutte contre la prolifération des armes légères, l'éradication de la corruption. Cette réforme se doit lors de son étude et de sa mise en œuvre, de répondre aux attentes de la population.

Le Président de la République est convaincu que ce séminaire organisé après plusieurs fora aux succès mitigés, est une fenêtre d'opportunités pour la RCA de bâtir un système de sécurité moderne efficace et professionnel et servira de modèle dans la sous région. Les conclusions opérationnelles qui en sortiront seront transformées en Stratégie Nationale Commune à laquelle souscriront tous les acteurs étatiques et que le gouvernement va s'engager à soutenir. Et pour parvenir aux résultats escomptés, il sollicite l'appui et l'engagement à long terme de la Communauté internationale.

Le Président de la République après avoir remercié les partenaires au développement (France, Union Européenne, Chine, Afrique du Sud, Belgique, etc.) qui à travers le PNUD, n'ont pas hésité à apporter leur soutien considérable au Comité dans la préparation de ce séminaire, a déclaré ouvert les travaux.

C'est sur cette note que la séance a été suspendue.

Après la pause et le retrait des Officiels, un Bureau de l'atelier a été mis en place et se compose de la manière suivante :

1. Président : Monseigneur Xavier YONGBADJI, Evêque de BOSSANGO;
2. Vice Présidente : Madame Eugénie YARAFI, 1ere Vice Présidente de l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) ;
3. Rapporteur Général : Monsieur Modeste Martineau BRIA, Magistrat, Procureur Général près la Cour d'Appel de Bangui ;
4. Rapporteur Adjoint : Madame Solange Isabelle MARADAS-NADO, Chargée de Mission en matière d'Administration au Ministère de la Défense Nationale.

Le président du Comité Préparatoire, après avoir donné lecture du programme du séminaire, qui devra déboucher sur des conclusions opérationnelles et non des résolutions ou des recommandations, a invité le Major Junior De FABRIBECKERS, Expert International du DDR/RSS à faire un briefing sur la

dynamique du séminaire qui se résume dans la description des différents thèmes, leurs objectifs et les actions prioritaires à mener à court et moyen terme.

Les travaux du séminaire ont commencé dans la journée du 14 avril 2008 par la présentation en plénière, des communications sur le thème qui concerne l'état des lieux de six sous secteurs clefs de la sécurité, l'analyse de la menace (interne et externe) et les attentes et les perspectives de la population.

### **1. Etats des lieux des sous secteurs clefs de la sécurité**

La première communication a porté sur l'état des lieux de **la Défense (FACA, Gendarmerie Nationale)** fait par le Général de Brigade François MOBEBOU, Chef d'Etat Major des Armées Adjoint.

Ce dernier après avoir rappelé l'histoire des FACA et de la Gendarmerie Nationale et décrit leur composition, a fait ressortir les maux qui les gangrènent depuis quelques années.

En effet, ces deux institutions dont la mission fondamentale est d'assurer contre toutes les formes d'agressions, la sûreté et l'intégrité du territoire national ainsi que la protection de la population ne sont plus une force d'élite, pluriethnique, comme lors de leur création. Elles connaissent actuellement un dysfonctionnement affectant leur unité, leur efficacité et même leurs structures du fait de leur effectif insuffisant (5000 hommes pour les FACA et 1800 pour la Gendarmerie), sans cohésion, ni discipline réduisant ainsi leurs capacités opérationnelles. On note un vieillissement de personnels empêchant toute procédure de recrutement et d'avancement, une inadéquation entre les fonctions occupées et les qualifications requises, des arriérés de salaires accumulés favorisant l'indiscipline et l'incivisme (tracasseries routières, rackettage, braquage, port illégal d'armes de guerre), la concentration des forces à Bangui au détriment de l'arrière pays en proie à des actes d'harcèlement des zaraguinas et autres bandits, l'insuffisance d'infrastructures et de moyens matériels. A cela s'ajoute, l'impunité, la mauvaise utilisation de la prime globale d'alimentation.

Tous ces maux trouvent leurs sources dans les multiples crises militaro-politiques qui ont détruit le tissu économique et transformé négativement les mentalités, les recrutements anarchiques, l'insuffisance en formation, la méconnaissance des hommes et du règlement par les chefs hiérarchiques, la non application des textes en vigueur, l'immixtion des parents et des hommes politiques dans les affaires militaires, l'absence de plan de carrière.

La seconde relative à **la Police Nationale et aux Forces Para Militaires (Douane, Eaux et Forêts, Police Municipale)** a été présentée par le Colonel Raymond MBETIKON

Selon l'orateur, la Police Nationale connaît un dysfonctionnement sur le plan institutionnel du fait de la multiplicité des textes organiques pris depuis sa création. Elle est également confrontée au problème d'insuffisance de ressources humaines (1350 fonctionnaires pour l'ensemble du territoire) et de vieillissement de personnels, de manque de capacité opérationnelle, de l'insuffisance de moyens logistiques et de la défaillance des infrastructures. A cela s'ajoute une absence de politique de recrutement régulier, l'inobservation de l'obligation de réserve, l'effritement criard de la morale professionnelle par la corruption, les arnaques, le trafic d'influence, l'indiscipline.

En ce qui concerne la Douane, l'intervenant a évoqué que les capacités opérationnelles des douanes centrafricaines sont très faibles (396 agents, 8 véhicules, six motos, dix postes radios émetteur- récepteurs, 20 talkies-walkies). Au delà de ce constat, on relève également un dysfonctionnement interne du à une absence de contrôle hiérarchique sur l'exécution des services, une inadéquation des moyens d'action (carence en armement, documents, code des douanes, règlementations douanières), mauvaise utilisation des ressources humaines (recrutement de complaisance), non maîtrise des procédures et manque d'une politique de formation adéquate. En outre, la corruption, la non application du code des douanes, le détournement des recettes, les exonérations accordées par complaisance influent de façon négative sur la performance des services douaniers et l'immixtion de tous ordres des personnalités et militaires dans les procédures de dédouanement entraînant des pertes drastiques des recettes douanières.

**Le secteur des Eaux, Forêts, Chasse, Pêche et Environnement** est le cœur de l'économie centrafricaine, a expliqué le Colonel MBETIKON. Cependant ce secteur souffre de graves problèmes liés à l'exploitation anarchique des ressources, au manque de transparence dans la déclaration des bois exportés, et à l'opacité dans la gestion des revenus générés. Par ailleurs, on constate la disparition de certaines espèces animales rares de grande valeur économique et culturelles à cause de l'utilisation des ressources naturelles sous diverses formes. Le phénomène de braconnage tant local que d'origine étrangère ainsi que les incursions des rebelles nationaux et étrangers, constitue un réel danger pour la sécurité des animaux, des populations locales et des touristes chasseurs. Comme autres menaces, il y a la prolifération des chantiers miniers à l'intérieur des aires protégées des secteurs de chasse et des zones cynégétiques villageoises.

Le secteur environnemental n'est pas épargné car il est victime de la pollution de l'air causé par les feux de brousses, le manque d'assainissement des quartiers, le manque d'hygiène publique et surtout la dégradation des ressources naturelles.

On notera enfin le non respect des engagements pris vis à vis des législations nationales, des conventions, accords et protocoles internationaux, sous régionaux

et régionaux, l'insuffisance notoire des moyens de fonctionnement des services techniques, l'inadaptation des législations actuelles aux réalités, la corruption, l'ignorance des textes de lois et règlements, l'immixtion des autorités politiques et administratives et judiciaires dans les décisions relevant des services techniques et de l'attribution anarchique de permis.

**Le sous secteur Police Municipale** présente plusieurs difficultés tels que l'absence de textes juridiques garantissant la carrière des agents, l'absence de texte définissant avec précision les attributions et le fonctionnement de la police municipale qui a pour conséquence la confusion de rôle avec les autres forces de sécurité, un manque de moyens de communication et des matériels.

La communication sur **le sous secteur Administration Judiciaire et Pénitentiaire** a été présentée par le Magistrat Alain OUABY-BEKAI.

Pour ce dernier, l'administration judiciaire et pénitentiaire n'est pas épargnée des difficultés évoquées par les autres intervenants. Aussi, l'absence de justice de proximité marquée par une insuffisance en ressources humaines (150 magistrats, 198 greffiers, 30 régisseurs, 170 avocats) et une inégalité dans leur répartition géographique, crée des problèmes d'accès au droit et d'application de la justice.

Le manque de moyens matériels, le délabrement des institutions judiciaires et pénitentiaires existantes, l'insuffisance et l'inadaptation de formation des magistrats, avocats et auxiliaires de justice contribuent également à la détérioration de la qualité des services de la justice. Par ailleurs, l'absence de gestion des registres d'état civil, de publication des lois par les services du Journal officiel, a des implications graves en matière d'application des Traités et Conventions internationaux sur les Droits de l'Homme, de la répression de la criminalité. On note également que l'incapacité du système judiciaire à lutter contre l'impunité, le manque d'objectivité et le caractère aléatoire de certaines décisions de justice, les pratiques de corruption de la déliquescence des procédures provoquent une crise de confiance au sein de la population et la remise en cause de l'éthique des magistrats.

Monsieur Jérôme NGBISSATOULOU est intervenu pour faire l'état des lieux du **sous secteur Services de renseignements généraux**

Après avoir défini la mission et l'organisation des services de renseignement, l'exposant a fait observer que pour être efficace, ces structures doivent multiplier leurs sources et coordonner les résultats afin d'éviter des dérapages tels que la pratique des fiches qui sert parfois d'outil de règlement de compte. Les services de renseignements centrafricains ne disposent pas d'une capacité d'organisation, de recherches et d'analyse. Il y a également un problème de coordination entre les services au niveau national, à l'intérieur des frontières nationales et ceux de l'extérieur et une absence de coopération internationale avec les services de

renseignements des autres Etats. Un autre problème récurrent est celui lié à l'absence de formation des agents, à l'insuffisance en ressources humaines, en matériels et équipements.

**La situation des DDR** a été exposée par Monsieur NDJAYE SAKANOKO, Secrétaire Exécutif de la CNPDR, qui après avoir défini le DDR (Démobilisation, Désarmement, Réinsertion et Réintégration) a présenté les cadres de mise en œuvre d'un programme de DDR sur le plan institutionnel, opérationnel, communicationnel et de suivi-évaluation. Il a fait remarquer que la conception et la mise en œuvre des programmes de récupération des armes en RCA ont été mal conçues et leurs exécutions ont toujours posé de sérieuses difficultés. Dans le cadre du PRAC, toutes les armes collectées ne sont pas encore détruites.

**Le sous secteur Sociétés de Sécurité Privées et autres milices (Forces Armées non étatiques)** présenté par Yves GBEYORO, Directeur de l'OCRB fait ressortir que ce phénomène, est né des suites de nombreuses crises militaro politiques en RCA.

Les premières, considérées comme activité privée de gardiennage, sont créées sur la base d'aucun texte spécifique et leurs agents sont recrutés sur place sans une formation spécifique préalable, d'où l'usage anarchique des armes de guerre, confusion dans le port d'uniformes et le risque qu'ils basculent dans un camp lors d'une éventuelle crise armée.

Les milices quant à elle, apparues à partir de 1996, étaient entretenues par les pouvoirs publics et bien qu'informelles, elles furent gérées comme des forces supplétives appuyant même l'armée nationale.

Des bandes armées à caractère régional et politique ont vu également le jour à partir de 2004. C'est le cas de l'UFDR et de l'APDR.

## **Point 2 : Analyse de la menace (interne et externe) faite par Madame BANGHA-BOTHY MBAZA Léonie**

L'intervenante a défini deux types de menaces qui pèsent sur la République centrafricaine

1) D'abord les menaces internes qui peuvent être militaires, civiles et économiques.

L'aspect militaire des menaces concerne le grand banditisme qui alimente la prolifération et la circulation des armes légères et de petit calibre, le braconnage et le braquage avec comme corollaire l'isolement des régions occupées, la désorganisation de l'administration, le développement économique compromis

Comme menaces à la sécurité, nous pouvons distinguer la moyenne délinquance qui s'inspire des trafics illicites (trafic de drogue, de stupéfiants, et des substances

psychotropes, de véhicules et autres), de l'extrémisme religieux et la xénophobie, le génocide, la non assistance aux personnes vulnérables.

Les menaces économiques quant à elles sont la pauvreté, la mauvaise gouvernance, le clientélisme de l'Etat, une crise sociale, l'absence de l'autosuffisance alimentaire, le trafic des ressources forestières et minières, l'exploitation anarchique des ressources naturelles, le déboisement, attribution anarchique des licences d'exploitation ou d'investissement.

En second lieu, les menaces externes qui se situent : au niveau territorial C'est le cas par exemple de l'invasion du territoire et son utilisation comme base arrière par les bandes armées non étatiques d'un autre pays, le terrorisme ; ensuite au niveau économiques notamment les transferts illégaux des capitaux, contrôle inefficace de l'import export, l'exportation mal réglementée ou frauduleuse des ressources naturelles par des étrangers ; au niveau de la politique extérieure, c'est le cas d'une diplomatie passive a travers une sous représentation, une carte diplomatique restreinte qui marque l'absence de la RCA sur la scène mondiale pour la défense de ses intérêts. Enfin les problèmes lies aux frontières telle que la porosité, l'absence de bornes frontalières.

### **Point 3 : Les attentes et les perspectives de la population par El Hadji Abdoul TCHAKPA MREDE.**

Ce thème est la résultante de la campagne d'information et de sensibilisation sur la RSS menée par le comite auprès de la population toute couche confondue. Il a été question de traduire le plus fidèlement possible leurs préoccupations, leurs attentes, leurs desiderata, leur vision et leur perception de la sécurité en RCA. Nombreux sont les maux qui ont rongée l'édifice centrafricain et qui sont a l'origine d'une crise de confiance de ces populations dans les institutions de l'Etat. On peut citer la mauvaise gouvernance (par exemple l'affairisme d'Etat, l'impunité, l'exclusion, le manque de transparence dans la gestion des ressources naturelles du pays), les brutalités et tracasseries commises par les FDS, le recrutement anarchique des FDS basée sur le clanisme et le népotisme, la politisation de l'administration, la partialité dans les décisions de justice, la corruption dans les administrations.

Parmi les attentes, on peut noter : la transparence dans la gestion des finances publiques et des ressources naturelles du pays, les nominations a des postes de responsabilité basées sur des critères de compétences, la priorité accordée au paiement des arriérés de salaires, bourses et pensions, une armée neutre, le respect des critères du tableau d'avancement des militaires, la gestion rigoureuse du plan de carrière des FDS, la réduction des barrières illégales et des couloirs de transhumance.

Les différentes communications ont été suivies de débats enrichissants.

### **La journée du 15 avril 2008**

Cette journée a été consacrée aux travaux en commission sur l'approche par pilier du thème 1 suivie de la présentation des synthèses en plénière.

Les thèmes traités dans les sous commissions ont porté sur :

- Défense : FACA et Gendarmerie nationale
- Police Nationale et Forces paramilitaires
- Administration judiciaire et pénitentiaire
- Gouvernance, politique économique et financière
- Services des renseignements

La matrice des actions prioritaires à court et moyen terme concernaient :

- la définition des objectifs,
- les activités,
- la périodicité de la mise en oeuvre,
- l'identification des responsables et les indicateurs de validation

Il s'en est suivi des débats, amendements et éclaircissements.

### **La journée du 16 avril 2008**

Elle a été réservée aux travaux en commission basée sur l'approche transversale autour des thèmes suivants :

- Gouvernance d'un secteur de la sécurité : rôle du pouvoir législatif et de la société civile
- Gouvernance d'un secteur de sécurité : transparence dans la gestion budgétaire et lutte contre la corruption au sein des forces
- Rôle des médias et de la société civile et dimension du genre
- Lien entre DDR et RSS et lutte contre la prolifération des ALPC
- Combattants étrangers sur le territoire national et lutte contre la prolifération des ALPC

Comme pour l'approche par pilier, chaque présentation a suivi la même démarche. Ensuite il y a eu suspension. A la reprise, les présidents rapporteurs, experts extérieurs et les membres du comité préparatoire se sont réunis pour la synthèse des travaux des commissions et de la mise en forme du chronogramme national et des conclusions opérationnelles.

La journée du 17 avril 2008 a été consacrée a la lecture et l'adoption du

- Rapport Général du Séminaire
- Chronogramme National
- Conclusions opérationnelles

Fait à Bangui, le 17 Avril 2008

Les Rapporteurs

**Je vous remercie**